
La Macédoine dans la tourmente balkanique

Entretien avec

Kiro Gligorov

Kiro Gligorov est le premier président de la République indépendante de Macédoine. Né à Stip en 1917, il a fait toute sa carrière politique à Belgrade dans le sérail titiste. Elu président de la République de Macédoine par le parlement en 1991, il a été réélu au suffrage universel en 1994. Le 3 octobre 1995, il a failli périr dans un terrible attentat. Il répond ici aux questions de Christophe Chiclet sur la situation en Macédoine face au contexte mouvant des Balkans.

— Le Kosovo ¹ s'agite, qu'en pensez-vous et quels en sont les risques pour la Macédoine?

Le Kosovo est une grande question qui reste posée. Après les accords de Dayton et la paix en Bosnie, la résolution de la question du Kosovo est très importante pour la paix entre les peuples de la région. Il faut donc une reconnaissance entre tous les Etats de l'ex-Yougoslavie, des élections libres en Bosnie et une solution au problème de la succession de la Yougoslavie.

Au Kosovo, durant toute la guerre, la stratégie de la LDK de Rugova ² a été d'agir avec des moyens uniquement politiques et pacifiques. Cette résistance passive a permis que la guerre ne s'étende pas vers le sud. Cela aurait créé des événements tragiques, même pires qu'en Bosnie.

Les événements récents comme les derniers meurtres d'avril 1996, inquiètent les populations locales. Il semble que Rugova soit encore assez fort. Sa stratégie de résistance passive est une relative garantie pour que le pire n'arrive pas. Mais les choses peuvent devenir incontrôlables car au Kosovo les groupes qui critiquent cette stratégie se renforcent. Ils considèrent que le Kosovo peut se libérer, devenir un Etat indépendant, s'unifier avec l'Albanie et que s'ils montrent leur force, s'il y a un soulèvement populaire, un combat contre les Serbes, ils gagneront leur

Automne 1996

liberté. Cette vision fait courir un risque énorme pour toute la région. Un tel conflit peut entraîner une intervention de l'armée serbe et une possible nouvelle épuration ethnique et donc une masse de réfugiés en Albanie et en Macédoine. La réaction de la puissance armée serbe pourrait provoquer de grandes destructions et de grands sacrifices humains. Rugova est conscient de ce danger et c'est pour cela qu'il suit une politique modérée en attendant que la pression internationale sur la Serbie assure une large autonomie au Kosovo.

Les Albanais de Macédoine³ sympathisent bien sûr avec le combat des Kosovars et s'il y a un problème au Kosovo, ils ne resteront pas les bras croisés. Cela entraînerait donc un élargissement de ce danger sur l'espace macédonien.

Tous les Albanais de Macédoine ne pensent pas la même chose. Les plus extrémistes qui souhaitent une grande Albanie, une certaine autonomie de leur région, ou une fédéralisation de la Macédoine. Mais la majorité qui dispose d'ailleurs du plus grand nombre de représentants au parlement, est pour la participation au gouvernement et à la vie politique du pays et est contre l'utilisation de la force. Ces Albanais sont membres de la coalition gouvernementale⁴. Ils prennent part aussi à toutes les institutions du pays, même s'ils considèrent que la place qu'ils occupent est insuffisante. Le gouvernement réfléchit au moyens de placer plus d'Albanais dans la fonction publique, en tenant compte des compétences albanaises existantes.

En tout cas, la situation au Kosovo inquiète tout le monde. La seule issue doit être la négociation entre Pristina et Belgrade. Il faut se réunir autour de la table des négociations pour trouver une issue satisfaisante pour les deux parties.

– *Où en sont les négociations gréco-macédoniennes?*

L'accord signé avec la Grèce en septembre 1995 à New York est positif au niveau des relations bilatérales. Les frontières sont ouvertes. Des Grecs viennent chez nous, les marchandises passent. Il y a des initiatives pour des investissements. J'espère qu'avec le temps, la collaboration va se développer. Les hommes d'affaires trouvent plus facilement un langage commun que les politiciens. Les hommes d'affaires n'ont pas l'esprit surchargé par des idées irrationnelles comme celle de demander à un peuple de changer de nom⁵. Le développement des relations bilatérales va entraîner à long terme compréhension et calme dans les esprits, surtout en Grèce. Ce n'est pas une aide pour la Grèce que de demander à la Macédoine d'effacer sa propre identité en échange d'une vague aide économique.

– *La Serbie a reconnu la Macédoine le 8 avril 1996. Que peut y gagner votre pays?*

La Serbie et le Monténégro sont nos premiers voisins avec les Grecs. La Serbie est notre plus court chemin vers l'Europe. Cette reconnaissance a aussi un aspect politique car nous avons vécu ensemble et la Serbie a

longtemps régné sur la Macédoine. C'est donc la première fois qu'elle admet qu'il existe un pays indépendant: la Macédoine. De ce point de vue, j'estime que cet acte est le plus important qu'aucune autre reconnaissance d'autres pays. La Nouvelle Yougoslavie considère donc que les choses ont changé, que nous sommes un peuple pacifique avec sa propre légitimité ayant réussi à établir son propre Etat.

— *Avec le rétablissement des relations avec la Serbie et la Grèce, les trafics n'ont plus de raison d'être. Comment remplacer et se débarrasser de cette économie grise?* ⁶

La baisse des trafics est déjà très importante. Dès que les relations économiques normales reprendront, il n'y aura plus besoin de ce type de comportement économique. Pendant l'époque des sanctions internationales contre la Serbie, la Macédoine a respecté autant qu'elle a pu le faire les sanctions. Bien sûr, ce n'est pas possible à 100%, mais je pense qu'on a assez bien réussi.

— *Comment analysez vous la rupture avec le Parti Libéral* ⁷ *intervenue en février 1996?*

Avant les dernières élections de 1994, nous avons formé une coalition avec nos partenaires. Nous avons décidé d'aller ensemble aux élections avec un programme commun pour former un gouvernement de coalition. Tout de suite après les élections, les divergences sont apparues pour le partage des ministères et des postes de direction. L'ASDM, le parti majoritaire ne l'a pas apprécié. Ces divergences ont été débattues devant l'opinion publique. On a lancé des calomnies contre des personnalités de l'ASDM, même de l'intérieur de ce parti. Ces calomnies n'étaient pas fondées. Le PL s'est permis de ne pas voter l'investiture du gouvernement au parlement. C'était déjà un signal montrant que la position du PL consistait à être au gouvernement tout en gardant ses distances avec le pouvoir. Il a expliqué que ses ministres avaient été choisis pour leurs capacités d'experts et non pas comme représentants d'une famille politique. C'était une autre manière de se distancier. Cela a duré de fin 1994 à début 1996. Les autres partis sont restés dans la coalition. Le nouveau gouvernement s'est donc présenté devant le parlement, montrant qu'il conservait la majorité des deux-tiers. Cela veut dire qu'il peut gouverner légalement et légitimement.

— *En avril 1995, Slovènes, Croates, Bosniaques et Macédoniens se sont réunis à Skopje pour se pencher sur la gestion de l'héritage yougoslave. Qu'en est-il?*

Ces quatre pays ont des points de vue identiques sur l'héritage politico-juridique et l'héritage des biens créés en commun. Nous n'avons pas de divergences à propos de l'héritage des biens fédéraux. En revanche, la Nouvelle Yougoslavie a un point de vue opposé. Il faut savoir qui est

juridiquement le successeur de la Yougoslavie. La Serbie-Monténégro (NDLR: que le président Gligorov appelle toujours "Yougoslavie"), considère qu'elle seule est le successeur car les autres États sont sécessionnistes. Ils ont quitté la Fédération sans l'accord de tous les membres et doivent donc en subir les conséquences politiques et juridiques. Les quatre n'acceptent pas cette position, car durant l'existence de notre Etat commun, les différentes constitutions donnaient à chaque République le statut d'Etat volontairement unifié. Cela veut dire que la destruction de la Yougoslavie a pour résultat que chaque République reprend son statut volontairement délégué à la Fédération. Les buts serbes sont donc clairs: représenter la continuité de la Yougoslavie depuis l'indépendance de la Serbie et du Monténégro il y a plus de 100 ans, jusqu'à aujourd'hui, contestant ainsi aux autres Etats le droit de former librement leurs propres pays.

– *Quelles nouvelles sur l'attentat dont vous avez été victime le 3 octobre 1995?* ⁸

L'enquête suit son cours. On a formé une équipe spéciale du ministère de l'Intérieur. Il existe certaines informations mais l'on manque de vraies preuves matérielles pour connaître les exécutants, les organisateurs et les planificateurs. Notre police travaille en collaboration avec les Américains et les autres polices de l'U.E. On espère un jour trouver les vrais coupables et peut-être cela montrera-t-il que l'attentat a été organisé de l'extérieur. L'action exécutée en plein centre de Skopje est terrifiante. Elle a été préparée par des spécialistes avec une bombe de forte puissance mise dans une voiture piégée et commandée à distance. C'était une attaque contre un chef d'État d'un pays libre et indépendant. Je me suis tout de suite demandé: " Pourquoi moi, le seul chef d'État qui n'a pas participé à la guerre de Bosnie?" On avait pris de nombreuses initiatives pour trouver des solutions pacifiques afin de continuer à vivre ensemble dans des structures souples, l'exemple de la Tchéquie-Slovaquie montre que cela est possible.

Pourquoi contre moi et non contre les présidents serbe, croate, bosniaque et slovène? Pourquoi uniquement contre moi? Le but était de déstabiliser la Macédoine au moment de l'élaboration des accords de Dayton. C'est la preuve que c'est un acte perpétré par des personnes qui ne veulent pas la paix dans les Balkans et qui ne souhaitent pas la fin de la guerre en Bosnie.

– *Et la piste islamiste?*

Il n'y a pas de preuve mais cela n'est pas forcément exclu. Quand nous aurons des preuves nous l'annoncerons, peu importe de qui il s'agit. Cela se passe assez souvent dans les relations internationales; meurtre de Rabin, attentat contre moi et Chevardnadzé... C'est devenu une méthode de certains groupes qui considèrent qu'ils ne peuvent pas faire changer les choses par des élections et des moyens démocratiques. Ils choisissent une forme de terrorisme qu'on connaît bien dans l'histoire du Moyen Orient

et de la Russie, pour déstabiliser un État ou des relations entre pays.

– *Que pensez vous d'un complot avec des ramifications internes?*

Il y a certainement quelqu'un en Macédoine qui y a pris part. Des exécutants peuvent être achetés dans n'importe quel pays pour rendre service à ceux qui ont déjà planifié l'opération. Pour l'instant il n'y a pas de preuves que certaines forces politiques internes ou un groupe ou des particuliers aient les organisateurs ou les inspireurs de cet attentat.

*Entretien conduit par
Christophe Chiclet*

¹ En 1974, Tito a fait du Kosovo une région autonome au sein de la République de Serbie. Peuplé presque entièrement d'Albanais, il a réclamé un statut de République à part entière dans la Fédération yougoslave en 1981 entraînant une dure répression. En 1989, Slobodan Milosévic a supprimé le statut d'autonomie.

² Ligue Démocratique du Kosovo, fondée et dirigée par Ibrahim Rugova en décembre 1989. En mai 1992, il est élu clandestinement par les Albanais président de la République. Il a créé une contre société qui s'affirme par la résistance passive.

³ Au recensement de 1994, ils représentaient 23% de la population macédonienne.

⁴ Le Parti de la Prospérité Démocratique et le Parti Populaire Démocratique font partie de la coalition démocratique et comptent respectivement 8 et 4 députés.

⁵ Depuis fin 1991, la Grèce reproche à la Macédoine d'avoir des articles irrédentistes dans sa constitution et de détourner à son profit l'héritage historique de la Macédoine grecque.

⁶ En mai 1992, l'ONU décrète l'embargo contre la Serbie. En février 1994, la Grèce annonce le blocus de la Macédoine.

⁷ En 1989-90, la Ligue des Communistes de Yougoslavie s'est scindée en trois: l'Alliance Sociale Démocrate de Macédoine du président Gligorov, le Parti Socialiste Macédonien et le Parti Libéral. Ensemble, ils ont gouverné le pays de 1991 à 1996.

⁸ Le 3 octobre 1995, le lendemain de la visite du président Gligorov à Belgrade, une voiture piégée explose au passage du convoi présidentiel dans le centre de Skopje.